



Politiques environnementales

L'opinion publique canadienne sur les changements climatiques et les politiques de contrôle des émissions de gaz à effet de serre

Marjolaine Martin-Morin

Étudiante au baccalauréat en économie et politique, Université de Montréal;
Membre étudiante, CÉPÉA

Érick Lachapelle

Professeur adjoint, Département de science politique, Université de Montréal;
Chercheur au CÉRIUM et membre de la CÉPÉA

Pierre Martin

Professeur titulaire, Département de science politique, Université de Montréal;
Chercheur au CÉRIUM et directeur de la CÉPÉA

Christopher Borick

Professor of Political Science, Muhlenberg College; Directeur, Muhlenberg College Institute of Public Opinion

Barry Rabe

Arthur F. Thurnau Professor of Environmental Policy, University of Michigan; Directeur, Center for Local, State, and Urban Policy, Gerald R. Ford School of Public Policy, U. of Michigan

Que pensent les Canadiens et les Américains du lien entre le réchauffement climatique et l'activité humaine? Que pensent-ils des politiques proposées pour contrer ce phénomène? Cette note offre un aperçu des principaux résultats de deux sondages nationaux portant sur les perceptions à l'égard des changements climatiques, menés simultanément au Canada et aux États-Unis à l'automne 2014.

Climate change and greenhouse gas control policies in Canadian public opinion

Résumé français : p. 12

Summary: This note summarizes the results of two national surveys of perceptions and attitudes about climate change and issues and policies related to this phenomenon, taken in the fall of 2014. We highlight differences across regions and political party affiliations, with an emphasis on differences between Québec and Alberta, where opinions on climate change stand at polar opposites. Our surveys explored attitudes on issues related to the reality of climate change and its human origins, on policies to address this phenomenon (including cap-and-trade schemes and a carbon tax), as well as two major pipeline projects, "Energy East" in Canada and "Keystone XL" in the United States. In general, Canadian opinion is more receptive to the scientific consensus on climate change and to policies aimed at limiting greenhouse-gas emissions than its U.S. counterpart. We note sizable variations between Canadian provinces, however. Notably, Québec's public opinion is significantly more receptive than the Canadian average, and attitudes in Alberta are similar to what we can observe in the United States. In addition to these regional differences, we also observe significant differences in attitudes across groups defined by political party affiliation. Voters who favor parties of the left tend to be more favorable to the scientific consensus on climate change and more supportive of policies to limit greenhouse-gas emission.

La Chaire d'études politiques et économiques américaines (CÉPÉA) est affiliée au Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CÉRIUM) et bénéficie de l'appui financier du ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec.

La série « Notes & Analyses » publie des notes de synthèse ou des analyses plus approfondies, en français ou en anglais, produites dans le cadre des activités de la CÉPÉA. Pour recevoir ces textes au moment de leur parution et des informations sur nos activités, inscrivez-vous à notre liste d'envoi en écrivant à : cepea@umontreal.ca.

La responsabilité éditoriale de la série est partagée par l'équipe des chercheurs de la CÉPÉA. Le contenu des textes de cette série n'engage que leurs auteurs. © CÉPÉA 2015

Cette recherche s'inscrit dans la poursuite de sondages réalisés au Canada et aux États-Unis en 2011 et en 2013, développés à partir du *National Surveys on Energy and Environment* (initialement le *National Surveys of American Public Opinion on Climate Change*). Ces derniers ont permis d'analyser les perceptions et les préférences des Américains par rapport aux changements climatiques depuis 2008¹.

En soumettant les répondants des deux pays aux mêmes questions à peu près en

¹ Les fonds pour produire ces sondages proviennent du Center for Local, State, and Urban Policy, Gerald R. Ford School of Public Policy (University of Michigan), ainsi que du Muhlenberg Institute of Public Opinion (Muhlenberg College) et de la CÉPÉA (grâce à la subvention du ministère québécois des Relations internationales et de la Francophonie). L'étude canadienne a aussi bénéficié de fonds provenant du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) et des Fonds de recherche du Québec sur la société et la culture (FRQSC).

Les travaux réalisés à partir des sondages précédents incluent : Borick, C.B., Lachapelle, E. et Rabe, B. 2011. « Climate Compared : Public Opinion and Climate Change in the United States and Canada » *Issues in Governance Studies* 39 : 1-13. Brookings; Lachapelle, E., Borick, C.B., et Rabe, B. 2012. « Public Attitudes toward Climate Science and Climate Policy in Federal Systems : Canada and the United States Compared. » *Review of Policy Research* 29(3) : 334-357. Lachapelle, E., Borick, C.B., et Rabe, B. 2014. « Public Opinion on Climate Change and Support for Various Policy Instruments in Canada and the US. » *Issues in Energy and Environmental Policy* 11 : 1-21. University of Michigan/CLOSUP.

même temps, les sondages menés en 2011, 2013 et 2014 permettent d'établir des comparaisons entre les perceptions canadiennes et américaines sur les changements climatiques et de dégager les principales tendances qui définissent l'opinion au Canada et aux États-Unis. Cette note descriptive et exploratoire accorde une attention particulière aux divergences provinciales dans l'opinion, mettant en évidence les résultats obtenus au Québec et en Alberta, dont les opinions se situent aux antipodes sur l'enjeu des changements climatiques. Les résultats des sondages antérieurs sont rapportés dans quelques cas pour souligner la stabilité ou les changements dans l'opinion.

Les éléments clés à retenir

Tant au Québec (89%) que dans l'ensemble du Canada (81%) et aux États-Unis (60%), la majorité des répondants sont d'avis que la température globale a augmenté dans les dernières décennies. Le rôle de l'activité humaine dans les changements climatiques demeure toutefois controversé : seulement 63% des Québécois, 49% des Canadiens et 27% des Américains croient à la fois que la température globale a augmenté dans les dernières décennies et que cette augmentation est causée principalement par l'activité humaine.

Bien qu'une vaste majorité des climatologues ait développé un consensus selon lequel le réchauffement climatique existe et qu'il est principalement causé par l'activité humaine, cette perception est loin de faire l'unanimité dans l'opinion publique et les divergences entre les provinces sont révélatrices. Aux extrêmes, 63% des Québécois acceptent le consensus, contre seulement 29% des Albertains. On observe des variations géographiques semblables, quoique moins prononcées, aux États-Unis, où, par exemple, les résidents de la côte Ouest ont plus tendance à partager le consensus scientifique (34%) que leurs concitoyens des États du Sud (22%).

Les divergences de perception sur le consensus scientifique sont également liées aux affiliations partisans. Au Canada, les électeurs qui optent pour le Parti conservateur

du Canada sont moins nombreux à croire au consensus (31%) que les partisans du Parti libéral du Canada (56%) et du Nouveau Parti démocratique (70%). Les conservateurs albertains croient également moins au consensus (20%) que les conservateurs québécois (42%).

En ce qui a trait aux politiques mises en œuvre pour contrer l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre, nous avons sondé l'opinion des Québécois et des Canadiens sur les systèmes de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre (SPEDE), comme celui du Québec, qui est entré en vigueur en 2013 et a été jumelé au système d'échange de la Californie en janvier 2014. Au Québec, l'appui à ce système s'est fortement consolidé de 2013 à 2014, passant de 39% à 71%. En Ontario, où le gouvernement a déclaré son intention de mettre en œuvre un système similaire,² l'appui à une telle politique est demeuré stable (environ 55%) pendant la même période.

L'idée d'une taxe sur le carbone, qui avait été introduite dans les débats politiques avec très peu de succès par l'ancien leader libéral Stéphane Dion, continue à diviser les Canadiens et Canadiennes. Toutefois, l'appui à une telle taxe est nettement plus élevé parmi ceux qui adhèrent au consensus scientifique sur le réchauffement climatique (61%) que chez ceux qui n'y adhèrent pas (37%). Quant à l'acceptabilité des projets d'oléoducs « Énergie Est » et « Keystone XL », on trouve aussi de fortes divergences d'opinion entre les différentes régions du Canada et les clivages en fonction des allégeances politiques sont substantiels.

Le contexte de formation de l'opinion

Alors que le cinquième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) concluait avec plus de certitude que jamais que l'activité humaine est

la principale cause du réchauffement climatique³, le consensus scientifique qui entoure cette thèse est de plus en plus évident. En 2013, une analyse de près de 12 000 articles scientifiques sur le réchauffement climatique concluait que 97% des scientifiques accréditent la thèse des origines humaines du réchauffement⁴.

Malgré un consensus de plus en plus clair sur l'état des changements climatiques et l'urgence d'entreprendre des actions en matière de réduction des gaz à effet de serre, l'atmosphère aura atteint, en 2014, la concentration critique de 400 particules de CO₂ par million, un seuil inégalé depuis 800 000 ans⁵. En même temps, l'Organisation météorologique mondiale annonçait que l'année 2014 aura été, en valeurs nominales, l'année la plus chaude jamais enregistrée⁶.

³Alexander, L. V., Allen, S. K., Bindoff, N. L., Bréon, F.-M., Church, J. A., Cubasch, U., Emori, S., Forster, P., Friedlingstein, P., Gillett, N., Gregory, J. M., Hartmann, D. L., Jansen, E., Kirtman, B., Knutti, R., Kumar Kanikicharla, K., Lemke, P., Marotzke, J., Masson-Delmotte, V., Meehl, G. A., Mokhov, I. I., Piao, S., Plattner, G.-K., Qin, D., Ramaswamy, V., Randall, D., Rhein, M., Rojas, M., Sabine, C., Shindell, D., Stocker, T. F., Talley, L. D., Vaughan, D. G., & Xie, S.-P. (2013). Summary for policymakers. In T. F. Stocker, D. Qin, G.-K. Plattner, M. Tignor, S. K. Allen, J. Boschung, A. Nauels, Y. Xia, V. Bex, & P.M. Midgley (Eds.), *Climate Change 2013: The Physical Science Basis* (3-29). Contribution of Working Group I to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. New York: Cambridge University Press.

⁴Cook, J., Nuccitelli, D., Green, S. A., Richardson, M., Winkler, B., Painting, R., Way, R., Jacobs, P., & Skuce, A. (2013). Quantifying the consensus on anthropogenic global warming in the scientific literature. *Environmental Research Letters*, 8(2), 1-7. <http://dx.doi.org/10.1088/1748-9326/8/2/024024>.

D'autres chercheurs ont mis en cause la méthodologie utilisée pour en arriver à cette estimation de 97%, mais ceux-ci évaluent néanmoins à entre 90% et 97% la proportion des études scientifiques dont les résultats concordent avec la thèse du réchauffement anthropogénique. Même si on tient compte de ces critiques la majorité des chercheurs qui partagent le consensus demeure écrasante.

⁵Organisation météorologique mondiale (2014).

“Communiqué de presse No. 991”.

https://www.wmo.int/pages/mediacentre/press_releases/pr_1009_en.html.

⁶Organisation météorologique mondiale (2014).

“Communiqué de presse No. 1009”.

https://www.wmo.int/pages/mediacentre/press_releases/pr_991_en.html.

²Gouvernement de l'Ontario. 2015. « Déclaration d'intention entre les gouvernements de l'Ontario et du Québec concernant la coopération en matière de mécanismes axés sur le marché. » Cabinet de la Première ministre. 13 avril 2015. <http://news.ontario.ca/opo/fr/2015/04/declaration-dintention-entre-les-gouvernements-de-lontario-et-du-quebec-concernant-la-cooperation-en.html>

Quoique les résultats soient manifestement insuffisants, l'année 2014 aura aussi connu des développements majeurs en matière de politiques de lutte contre les changements climatiques sur la scène internationale, tel que l'élaboration du *Clean Power Plan*, par l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis, visant à réduire les émissions de CO₂ de 30 % au-dessous du niveau de 2005, d'ici à 2025, ainsi que l'entente entre la Chine et les États-Unis, engageant les États-Unis à doubler le rythme annuel de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre et la Chine à plafonner les siennes d'ici 2030⁷.

Contrairement à celui des États-Unis, le gouvernement canadien a démontré une stagnation évidente en matière de politiques de réduction de gaz à effet de serre en 2014, comme en témoigne le rapport publié en décembre 2014 par le groupe GermanWatch et le Réseau action climat, lequel classe le Canada au 58^e rang de 61 pays, notés en fonction de leur volonté à lutter contre les changements climatiques⁸.

Au Québec, l'année 2014 aura quant à elle été marquée par d'importantes manifestations en opposition à l'exploitation des sables bitumineux promus par le gouvernement fédéral, ainsi qu'aux projets de construction de pipelines proposés par TransCanada. Parallèlement, 2014 aura été au Québec l'année d'importants progrès dans l'électrification des transports et du lancement de l'harmonisation des mécanismes d'échange de droits d'émission entre le Québec et la Californie⁹. En outre, depuis le début de 2015, le système vise également les distributeurs de carburants fossiles et il s'érige de plus en plus comme un modèle pour un éventuel

mécanisme fédéral de fixation du prix du carbone¹⁰.

Au printemps de l'année 2015, qui se terminera par la tenue du sommet sur le climat à Paris, la communauté internationale attend avec impatience de voir des développements dans le dossier climatique canadien. Dans ce contexte, qui sera fortement influencé par les élections fédérales canadiennes prévues pour octobre 2015, il s'avère plus que pertinent d'approfondir la compréhension de l'opinion publique canadienne, en portant une importance particulière aux différences observées entre les provinces et les allégeances partisans.

Perceptions sur l'existence des changements climatiques

L'un des éléments de départ permettant d'analyser les perceptions reliées aux changements climatiques consiste à déterminer la proportion de l'opinion publique qui accepte l'existence du réchauffement climatique. À cet égard, les résultats du dernier sondage témoignent d'une certaine stabilité dans l'opinion publique entre 2013 et 2014.

Tableau 1 : Perceptions sur l'existence des changements climatiques

Croyez-vous qu'il existe des preuves importantes permettant d'affirmer que la température globale s'est réchauffée au cours des 4 dernières décennies?

	Oui %	Non %	Incertain %
Canada 2014	81	15	4
Canada 2013	81	12	8
États-Unis 2014	60	24	17
États-Unis 2013	61	25	14

Tant en 2013 qu'en 2014, une grande majorité des Canadiens (81%) et une majorité plus modeste des Américains (60%) croient

⁷ Québec. Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles. 2014. *Politique énergétique 2016-2025. Tendances mondiales et continentale*. Québec : Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

⁸ Allemagne. Germanwatch et Climate Action Network Europe. 2014. *The Climate Change Performance Index, Results 2015*. www.germanwatch.org/en/ccpi.

⁹ Québec. Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques. *Un nouveau marché du carbone en Amérique du nord*. www.mddelcc.gouv.qc.ca/changements/carbone/documents-spede/liaison-qc-californie.pdf.

¹⁰ Purdon, M., Houle, D., Lachapelle, E. 2014. *L'économie politique des systèmes de plafonnement et d'échange de droits d'émission de la Californie et du Québec*. Rapport de recherche. Réseau de recherche et de politiques La Prospérité durable. Université d'Ottawa. <http://sustainableprosperity.ca/article3878>

qu'il existe des preuves importantes de l'existence du réchauffement climatique. Les Canadiens sont nettement plus convaincus de l'existence du réchauffement climatique que les Américains.

Or, bien que les Canadiens soient globalement beaucoup plus enclins à croire à l'existence du réchauffement climatique que les Américains, les résultats du sondage canadien de 2014 démontrent que l'opinion publique n'est pas homogène entre les grandes provinces canadiennes. Effectué auprès d'un échantillonnage important, principalement au Québec (n=411), en Ontario (n=380), en Colombie-Britannique (n=240) et en Alberta (n=230), le sondage canadien 2014 permet de porter l'analyse sur les divergences à travers les plus grandes provinces du Canada¹¹.

Tableau 2 : Divergences provinciales canadiennes sur les perceptions relatives aux changements climatiques, 2014

Croyez-vous qu'il existe des preuves importantes permettant d'affirmer que la température globale s'est réchauffée au cours des 4 dernières décennies?

	Oui %	Non %	Incertain %
Québec	89	9	1
Ontario	81	14	5
Alberta	72	20	9
C.-B.	84	10	6

Comme l'indique le tableau 2, la proportion des répondants qui croient en l'existence des changements climatiques est relativement élevée et comparable entre les provinces canadiennes, à l'exception notable de l'Alberta, où la proportion de répondants croyant que la température globale se réchauffe est significativement moins élevée qu'ailleurs (72%).¹² C'est donc dans la

province où on retrouve la plus forte concentration d'activités génératrices de gaz à effet de serre au Canada, que l'opinion publique est la plus réfractaire à accepter la thèse du réchauffement climatique.

Perceptions sur les causes des changements climatiques

Si la vaste majorité des climatologues s'entendent sur l'origine humaine des changements climatiques, au point où on peut parler d'un consensus scientifique, l'adhésion de l'opinion publique à cette interprétation est plus partagée. Cet aspect de l'opinion publique est primordial, car les individus qui acceptent l'existence du réchauffement climatique, mais qui refusent ou nuancent le caractère anthropogénique de ce dernier, tendent à douter de la nécessité des changements comportementaux et politiques en matière de réduction des gaz à effet de serre.

En outre, nos sondages de 2014 indiquent que moins d'un Canadien sur deux et à peine plus d'un Américain sur quatre acceptent le consensus scientifique.

En ce sens, les répondants ayant reconnu l'existence du réchauffement global se sont vus poser la question suivante : *Croyez-vous que le réchauffement climatique est principalement causé par l'activité humaine?* Les répondants ayant reconnu l'existence des changements climatiques et ayant également répondu oui à la question précédente représentaient 49% du total des répondants au Canada en 2014 et seulement 27% des répondants aux États-Unis. À l'inverse, 55% des Canadiens et 73% des Américains sont plutôt d'avis que la température globale ne se réchauffe pas, ou encore, que si tel est le cas, ce réchauffement est causé par des phénomènes naturels ou influencé par des facteurs humains de façon mineure.

Si le consensus apparaît largement plus accepté dans l'opinion canadienne qu'aux États-Unis, on remarque que les perceptions canadiennes présentent d'importants clivages entre les provinces. Ainsi, 63% des Québécois, 51% des Ontariens et 47% des Britannico-Colombiens sondés ont affirmé adhérer au consensus scientifique, contre seulement 29%

¹¹ Les marges d'erreur pour chaque province varient en fonction de la taille de l'échantillon obtenu. Par exemple, la marge est de plus ou moins 5% pour le Québec et l'Ontario et d'environ 6% pour l'Alberta et la Colombie Britannique.

¹² Cette différence entre les répondants albertains et les résidents d'ailleurs au Canada est significative à un niveau de confiance de 95 %.

des Albertains. Ainsi, l'opinion publique albertaine sur le consensus scientifique relié aux changements climatiques est beaucoup plus près de la moyenne américaine que de la moyenne canadienne.

Clivages selon les allégeances politiques

Au-delà des clivages régionaux, les recherches antérieures ont permis de dégager une importante tendance dans les perceptions publiques américaines sur les changements climatiques en fonction des allégeances politiques des individus¹³. Les résultats du sondage Canadien de 2013 ont permis de distinguer des dynamiques similaires au Canada, en analysant les pourcentages de répondants croyant à l'existence des changements climatiques en fonction des intentions de vote de ces derniers. Le sondage canadien de 2014 permet de confirmer ces tendances, mais en se référant à la corrélation entre l'adhésion au consensus scientifique et les intentions de vote des Canadiens. Nos résultats démontrent que les néo-démocrates sont plus susceptibles d'adhérer au consensus sur les changements climatiques (70%) que les libéraux (56%) et les conservateurs (31%).

Tableau 3 : Adhésion au consensus scientifique sur les changements climatiques selon les allégeances partisans au niveau fédéral, 2014

	Canada % Oui	Québec % Oui	Alberta % Oui
Parti conservateur	31	42	20
Parti libéral	56	58	42
NPD	70	70	41
Bloc Québécois		75	
Indécis	50	60	29

Ces différences partisans se retrouvent aussi, dans une moindre mesure, à

l'intérieur des provinces. Au Québec, on observe des différences semblables à celle observée au Canada, même si l'adhésion au consensus scientifique est généralement plus élevée. Les conservateurs québécois sont plus favorables au consensus que leurs homologues canadiens (42% contre 31%). Les répondants bloquistes (75%) sont les plus susceptibles de croire au consensus, suivis des néo-démocrates (70%). Toutefois, le nombre de répondants bloquistes est faible et ces résultats sont peu significatifs. En général, on remarque une tendance claire entre les partisans libéraux, conservateurs et néo-démocrates, mais les opinions des partisans au Québec sont toujours moins polarisées qu'au Canada.

En ce qui a trait aux divergences entre partis provinciaux québécois, on remarque un clivage un peu moins marqué qu'au niveau fédéral. Le pourcentage de partisans du Parti québécois adhérant au consensus scientifique est près de 20 points au-dessus du pourcentage correspondant aux partisans du Parti libéral du Québec. En bref, 74% des péquistes adhèrent au consensus, suivis de près par les partisans de Québec solidaire (72%), les caquistes (61%) et les libéraux (55%).

En Alberta, l'effet des allégeances politiques sur l'adhésion au consensus est moins marqué qu'au Québec et que dans l'ensemble du Canada. L'adhésion au consensus est minoritaire à la fois chez les libéraux (41%) et les néodémocrates (42%), alors que les conservateurs albertaines sont les moins susceptibles à s'y joindre (20%). Tant en Alberta qu'au Québec, les opinions sont plus homogènes qu'ailleurs au Canada, même si ces provinces représentent les deux positions extrêmes de l'opinion publique canadienne.

¹³ Borick, C.B. et Rabe, B.G. 2010. « A Reason to Believe: Examining the Factors that Determine Individual Views on Global Warming. » *Social Science Quarterly* 91(3): 777-800; McCright, A.M. et Dunlap, R.E. 2011. « The Politicization of Climate Change and Polarization in the American Public's Views of Global Warming, 2001-2010. » *The Sociological Quarterly* 52: 155-194.

Préférences de politiques publiques liées au contrôle des émissions de gaz à effet de serre

Bien qu'une majorité de Québécois (89%), de Canadiens (81%) et d'Américains (60%) soient d'avis qu'il existe des preuves importantes de l'existence du réchauffement climatique, l'appui de la population aux politiques environnementales de lutte aux émissions de gaz à effet de serre est loin d'être acquis. Plusieurs facteurs, dont le rejet de la nature anthropogénique du réchauffement climatique et la méfiance par rapport à l'interventionnisme gouvernemental, peuvent donner lieu à d'importantes variations dans l'opinion publique sur le niveau d'intervention nécessaire, ainsi que sur la nature de ces interventions.

Les «mécanisme d'échange de droits d'émission»

L'une des politiques importantes en matière de lutte contre les changements climatiques au Québec est la création d'un mécanisme d'échange de droits d'émission, lequel est en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013 au Québec. Le Québec a lié son marché d'échange des droits d'émissions à celui de la Californie le 1^{er} janvier 2014 et l'Ontario est venue s'ajouter à cette entente en avril 2015. Un tel mécanisme d'échange vise à induire un coût carbone dans la prise de décisions des différents agents, à travers un mécanisme de marché flexible, afin de faciliter la réduction nette des gaz à effet de serre. Cette initiative de création d'un marché du carbone pourrait servir de point de départ pour l'élargissement d'un marché nord-américain beaucoup plus vaste¹⁴.

¹⁴ Québec. Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques. Un nouveau marché du carbone en Amérique du nord. Québec : Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques. Au sujet du marché du carbone entre le Québec et la Californie, voir : « Les retombées économiques prévues du marché du carbone conjoint entre la Californie et le Québec », Notes & Analyses sur les États-Unis, No 29, CÉPÉA, Mars 2014.

À cet effet, le sondage canadien de 2014 a permis d'évaluer le niveau d'appui dans l'opinion publique canadienne et québécoise à propos de cette politique (tableau 4). Au Québec, on constate une évolution dans l'appui populaire entre 2013 et 2014. En effet, si l'on joint le pourcentage de répondants «fortement en accord» et «plutôt en accord», on remarque que le pourcentage de Québécois favorables au «mécanisme d'échange de droits d'émission» a grimpé de 39% en 2013 à 71% en 2014. Il faut dire qu'en 2013, les marchés québécois et californiens n'avaient pas encore été harmonisés; les individus avaient peut-être plus de craintes à l'égard du projet ou en avaient moins entendu parler.

Par ailleurs, le pourcentage de Québécois indécis sur la question est passé de 31% en 2013 à 10% en 2014. Le tableau 4 indique que le pourcentage de Québécois ayant beaucoup ou un peu entendu parler du projet est passé de 30% en 2013 à 49% en 2014. Toutefois, tant en 2013 (58%) qu'en 2014 (52%), une majorité de Québécois affirme ne pas du tout avoir entendu parler du projet.

Pour l'ensemble du Canada, le pourcentage de répondants favorables au «mécanisme d'échange de droits d'émission» est passé de 51% en 2013 à 60% en 2014. Or, la tendance est à la baisse quant au nombre de répondants affirmant avoir beaucoup ou un peu entendu parler du projet, passant de 47% en 2013 à 40% en 2014.

Comme l'indique le tableau 5, les répondants québécois ayant beaucoup entendu parler du projet sont considérablement plus susceptibles de s'y montrer fortement en accord (40%) que ceux qui en ont un peu (29%) ou pas du tout (20%) entendu parler. Dans l'ensemble, ces résultats permettent de mettre en exergue la corrélation entre le niveau d'information reçu par la population et l'appui que cette dernière porte au «mécanisme d'échange de droit d'émission».

Tableau 4 : Appui canadien et québécois au système de plafonnement et d'échange de droits d'émission (SPEDE) entre le Québec et la Californie

(Comme vous le savez peut-être), le Québec s'est associé à la Californie pour développer un système de Plafonnement et d'échange de droits d'émission, afin d'encourager la réduction des gaz à effet de serre entre les deux régions. Êtes-vous fortement en accord, plutôt en accord, plutôt en désaccord ou fortement en désaccord avec ce type de système?

	Fortement en accord %	Plutôt en accord %	Plutôt en désaccord %	Fortement en désaccord %	Indécis %
Québec 2014	26	45	12	7	10
Québec 2013	9	30	16	14	31
Canada 2014	22	38	11	11	18
Canada 2013	18	33	15	19	15

Tableau 5 : Appui québécois au système de plafonnement et d'échange de droits d'émission entre le Québec et la Californie, selon qu'on en ait beaucoup, peu ou pas du tout entendu parler

Avez-vous beaucoup, peu ou pas du tout entendu parler du système de plafonnement et d'échange de droits d'émission (Cap and Trade System) entre le Québec et la Californie?

	Beaucoup %	Peu %	Pas du tout %	Indécis %
Fortement en accord	40	29	20	0
Plutôt en accord	31	47	47	30
Plutôt en désaccord	18	12	12	0
Fortement en désaccord	10	6	7	0
Indécis	1	6	15	70

sur le système de plafonnement et d'échange de droits d'émission au Québec, il semble important d'encourager le dialogue pour favoriser l'acceptabilité sociale de ce genre de politique. Malgré l'importance de l'information, la majorité de la population partout au Canada n'a pas du tout entendu parler de ce système.

Tableau 6 : Degré d'information sur le système de plafonnement et d'échange de droits d'émission entre le Québec et la Californie (Cap and Trade system) au Canada, 2014

(Comme vous le savez peut-être), le Québec s'est associé à la Californie pour développer un système de plafonnement et d'échanges de droits d'émission (Cap and Trade system), afin d'encourager la réduction des gaz à effet de serre entre les deux régions. Avez-vous beaucoup, un peu, ou pas du tout entendu parler de ce système?

	Beaucoup %	Un peu %	Pas du tout %	Indécis %
Québec 2014	13	36	52	3
Québec 2013	6	24	58	12
Reste du Canada 2014	10	30	60	3
Reste du Canada 2013	15	32	51	1

Taxe sur le carbone

Une autre politique de réduction des gaz à effet de serre est celle de l'imposition d'une taxe sur le carbone. Une telle taxe pourrait permettre au Canada d'atteindre ses objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre tout en diminuant les coûts associés. Si plusieurs experts s'y montrent favorables, les résultats du sondage de 2014, présentés dans le tableau 7, démontrent que la population continue d'être divisée sur la question d'une taxe sur le carbone, tant en 2013 qu'en 2014.

En effet, le pourcentage de répondants se disant fortement en accord ou plutôt en

À la lumière de l'importance de l'information dans la formation des opinions

accord avec l'imposition d'une taxe sur le carbone est de 53% en 2013 et de 48% en 2014, ce qui représente une division importante. Cependant, on constate que les opinions sont un peu moins polarisées dans certaines régions canadiennes. Par exemple, l'appui à une taxe sur le carbone est plus élevé en Colombie Britannique (62%), là où on trouve une taxe carbone importante (30\$/tonne de CO₂). Existant depuis 2008, cette taxe compréhensive et à revenu neutre est souvent citée comme un modèle.¹⁵

Tableau 7 : Appui à une taxe sur le carbone au Canada et divergences provinciales, 2014

Une autre possibilité pour réduire les émissions de gaz à effet de serre est d'augmenter les taxes sur le carburant à base de carbone, tels que le charbon, le pétrole, l'essence et le gaz naturel. Êtes-vous fortement en accord, plutôt en accord, plutôt en désaccord ou fortement en désaccord avec ce type de système?

	Canada 2013 %	Canada 2014 %
Fortement en accord %	16	17
Plutôt en accord %	37	31
Plutôt en désaccord %	16	22
Fortement en désaccord %	25	26
Indécis %	5	4

	QC %	AB %	ON %	CB %
Fortement en accord %	14	16	14	29
Plutôt en accord %	34	31	32	33
Plutôt en désaccord %	26	15	24	17
Fortement en désaccord %	23	34	26	19
Indécis %	3	4	4	3

Tableau 8 : Appui pour la taxe sur le carbone au Canada en fonction de l'adhésion au consensus scientifique sur les changements climatiques, 2014

Une autre possibilité pour réduire les émissions de gaz à effet de serre est d'augmenter les taxes sur le carburant à base de carbone, tels que le charbon, le pétrole, l'essence et le gaz naturel. Êtes-vous fortement en accord, plutôt en accord, plutôt en désaccord ou fortement en désaccord avec ce type de système?

	Adhésion au consensus	
	Oui	Non
Fortement en accord %	23	12
Plutôt en accord %	38	25
Plutôt en désaccord %	22	22
Fortement en désaccord %	14	37
Indécis %	3	4

L'un des facteurs pouvant contribuer à expliquer le faible appui populaire envers les mesures de réduction des gaz à effet de serre est le rejet de la nature anthropogénique du réchauffement climatique. Le tableau 8 présente donc les résultats de l'appui canadien à la taxe sur le carbone en fonction de l'adhésion au consensus scientifique sur les changements climatiques.

Ces données permettent de déceler une tendance significative; parmi les répondants adhérant au consensus scientifique, 61% se sont dit en faveur de la taxe sur le carbone, alors que parmi les répondants n'adhérant pas au consensus scientifique, ce pourcentage n'atteint que 37%. Conséquemment, on remarque que le pourcentage de répondants se disant fortement en désaccord avec la politique de taxe sur le carbone est de 37% chez ceux qui n'adhèrent pas au consensus, contre 14% chez ceux qui y adhèrent.

¹⁵ Demerse, C. 2015. « How to Adopt a Winning Carbon Price : Top Ten Takeaways from Interviews with the Architects of British Columbia's Carbon Tax » *Clean Energy Canada*. <http://cleanenergycanada.org/wp-content/uploads/2015/02/Clean-Energy-Canada-How-to-Adopt-a-Winning-Carbon-Price-2015.pdf>

Appui aux projets d'oléoducs

Oléoduc Énergie Est

Alors que TransCanada poursuit sa campagne de promotion du projet Oléoduc Énergie Est, qui servira à transporter du pétrole brut produit dans les sables bitumineux d'Hardisty, en Alberta, à Saint-John, au Nouveau-Brunswick¹⁶, le projet continue de semer la controverse dans l'opinion canadienne. À la suite de la tragédie du lac Mégantic et des fuites des oléoducs de pétrole des sables bitumineux en Arkansas et au Michigan, entre autres, les Canadiens qui s'opposent aux projets de pipelines s'inquiètent des dommages environnementaux et sociaux qu'il représente pour la population. Au Québec, la campagne d'opposition « Coule pas chez nous », organisée par Gabriel-Nadeau Dubois, aura réussi à récolter près de 400 000\$ en une semaine¹⁷, afin d'organiser la mobilisation citoyenne de ceux qui soutiennent que les coûts environnementaux et sociaux du projet Énergie Est dépassent largement les bénéfices.

Dans ce contexte, les résultats du sondage 2014 sur l'appui au projet Oléoduc Énergie Est sont intéressants. Les répondants ont été sondés sur le niveau d'appui qu'ils accordaient au projet, sur une échelle de 0 à 10, où 10 signifie « fortement en accord » et 0 signifie « fortement en désaccord ». Les réponses ont été regroupées de la façon suivante : entre 0 à 4, les répondants sont considérés en désaccord, à 5, considérés neutres et de 6 à 10, en accord.

Le tableau 9 indique que 50% des Canadiens sondés sont en accord avec le projet Oléoduc Énergie Est, alors que 17% sont neutres et 34% sont en désaccord. Le projet jouit d'un appui considérablement plus important en Alberta, qui acheminerait son pétrole brut vers l'est si le projet voyait le jour, où 68% des répondants se disent en accord

avec le projet et seulement 18% s'y opposent. Une majorité des répondants ontariens (53%) y sont également en accord, alors que 31% y sont en désaccord. C'est au Québec que le projet Oléoduc Énergie Est est le moins populaire, avec un taux d'appui de 33%. En contrepartie, 50% des Québécois sont en désaccord avec le projet et parmi ces derniers, 35% s'y opposent fortement (0 sur 10). Les variations en fonction des allégeances politiques y sont considérables, alors que 57% des libéraux sont en accord avec le projet, contre 34% des caquistes et 30% des péquistes.

À ce jour, seul le Parti québécois s'oppose vivement au projet Énergie Est; le Parti libéral du Québec et la Coalition avenir Québec y sont favorables, mais imposent certaines conditions à sa réalisation. Les résultats permettent de remarquer cette tendance; 60% des péquistes sont en désaccord avec le projet, 43% du côté des caquistes et 28% du côté des libéraux.

Tableau 9 : Appui au projet Oléoduc Énergie Est : divergences provinciales canadiennes et clivages politiques au Québec, 2014

Sur une échelle de 0 à 10, où 0 signifie que vous êtes fortement en désaccord avec le projet et 10 que vous êtes fortement en accord avec ce dernier, comment qualifieriez-vous l'appui que vous accordez au projet Oléoduc Énergie Est de Transcanada?

	Québec	PLQ	PQ	CAQ
En accord (6-10) %	33	57	30	34
Neutre (5) %	17	15	10	23
En désaccord (0-4)%	50	28	60	43

	Alberta	Ontario	Canada
En accord (6-10) %	68	53	50
Neutre (5) %	14	16	17
En désaccord (0-4)%	18	31	34

¹⁶ *Projet Oléoduc Énergie Est*. 2014.

www.transcanada.com/oleoduc-energie-est.html

¹⁷ Huffington Post. 2014. «Campagne anti-oléoduc «Doublons la mise» : bientôt la fin, dit Gabriel Nadeau-Dubois».

http://quebec.huffingtonpost.ca/2014/11/27/campagne-anti-oleoducs-doublons-la-mise-bientot-la-fin-dit-gabriel-nadeau-dubois_n_6232888.html

Oléoduc Keystone XL

Également très controversé, le projet Oléoduc Keystone XL, dont TransCanada fait la promotion depuis six ans, vise la construction d'un Oléoduc devant transporter quelque 830 000 barils de pétrole issu des gisements canadiens des sables bitumineux du Canada vers le Nebraska, aux États-Unis¹⁸.

Tel qu'attendu, Barack Obama a apposé son veto au projet de loi permettant la construction du projet Keystone XL—approuvé par la majorité républicaine au Congrès—dans l'attente de l'examen sur ses impacts¹⁹. Le gouvernement conservateur de Stephen Harper, qui appuie fortement le projet de TransCanada, ne baisse toutefois pas les bras et maintient que la construction de Keystone XL n'est qu'une « question de temps »²⁰.

Tableau 10 : Appui au projet Keystone XL : divergences provinciales et clivages politiques au Canada et aux États-Unis, 2014

Sur une échelle de 0 à 10, où 0 signifie que vous êtes fortement en désaccord avec le projet et 10 que vous êtes fortement en accord avec ce dernier, comment qualifieriez-vous l'appui que vous accordez au projet Keystone XL?

a) Canada	Canada	PLC	PCC	NPD	BQ	QC	AB
Accord (6-10) %	36	37	55	24	27	29	58
Neutre (5) %	20	18	20	16	20	18	21
Désaccord (0-4) %	44	45	25	60	51	53	22

b) États-Unis	États-Unis	Démocrates	Républicains	Indépendants
En accord (6-10) %	52	39	72	65
Neutre (5) %	14	14	12	11
En désaccord (0-4) %	34	47	17	24

¹⁸ *Projet de Pipeline Keystone XL*. 2014.

www.transcanada.com/keystone.html

¹⁹ The New York Times. 2015. « Obama Vetoes Bill Pushing Pipeline Approval ».

www.nytimes.com/2015/02/25/us/politics/as-expected-obama-vetoes-keystone-xl-pipeline-bill.html

²⁰ Financial Post. 2015. « Obama's veto of Keystone XL bill is a slap in Canada's face ».

http://business.financialpost.com/2015/02/24/obamas-veto-of-keystone-xl-bill-is-a-slap-in-canadas-face/?_lsa=0f54-955b

Alors que le gouvernement américain se montre plus réticent au projet Keystone XL que le gouvernement canadien, les résultats du sondage présentent une tendance inverse dans l'opinion publique. En effet, le tableau 10 révèle que seulement 36% des répondants canadiens sont en accord avec le projet, alors que ce pourcentage atteint 52% du côté américain. Il n'est pas surprenant de constater que l'appui au projet est considérablement plus élevé chez les conservateurs canadiens (55%) et chez les républicains américains (72%). Par ailleurs, les résultats du sondage démontrent que l'appui canadien n'est que de 37% chez les libéraux et 24% chez les néo-démocrates. Du côté américain, le taux d'appui chez les démocrates est de 39% et près d'un démocrate sur deux se dit fortement en désaccord avec le projet (47%).²¹ Dans ce contexte, la réalisation du projet Keystone XL sera fortement influencée par les élections qui se succéderont dans les deux pays en 2015 et 2016. Il est clair qu'une victoire conjointe des conservateurs canadiens et des républicains américains rendrait virtuellement certaine la réalisation de ce projet.

²¹ Tel que démontré dans une étude sur l'appui pour Keystone XL aux États-Unis, l'opinion américaine varie en fonction de la géographie. Voir : Gravelle, T.B. et Lachapelle, E. 2015. « Politics, Proximity and the Pipeline : Mapping Public Attitudes toward Keystone XL » *Energy Policy* 83 : 99-108.

Conclusion

À la lumière des résultats du sondage canadien de 2014, on peut conclure que l'écart entre l'action gouvernementale américaine et canadienne en matière de réduction des gaz à effet de serre ne se justifie pas par un écart entre les perceptions dans l'opinion publique au sein de ces deux pays. Au contraire, on remarque que les Canadiens sont considérablement plus susceptibles de croire à l'existence des changements climatiques et au rôle de l'activité humaine dans ce dernier que le sont les Américains. En outre, les résultats du sondage démontrent que les clivages en fonction des allégeances politiques sont très marqués dans l'ensemble du Canada. Dans ce contexte, les élections fédérales canadiennes de 2015 pourraient fortement influencer l'orientation canadienne en matière de gestion des changements climatiques.

Au-delà des divergences reliées aux allégeances politiques, les résultats du sondage permettent également de confirmer d'importants clivages entre les perceptions sur l'existence et sur les causes du réchauffement climatiques entre les provinces canadiennes. On remarque une importante différence entre les perceptions québécoises et albertaines, qui se transposent notamment dans les taux d'appui accordés aux projets de pipelines Énergie Est et Keystone XL.

Les résultats du sondage permettent également de mieux comprendre certains des facteurs qui influencent l'opinion publique en matière de politiques de réduction des gaz à effet de serre. Ainsi, les résultats auront permis de distinguer une corrélation considérable entre le niveau d'appui au « mécanisme d'échange de droits d'émission » entre le Québec et la Californie et le niveau d'information reçu par la population à cet effet. Ces résultats suggèrent donc qu'un important travail d'information devra être mis en place, afin d'élargir le modèle québécois au niveau fédéral, d'autant plus qu'une majorité de Québécois et de Canadiens affirment ne toujours pas avoir entendu parler du projet en 2014. De plus, les résultats du sondage démontrent une importante corrélation entre

L'opinion publique canadienne sur les changements climatiques et les politiques de contrôle des émissions de gaz à effet de serre

Résumé: Cette note offre un aperçu des résultats de deux sondages nationaux sur les perceptions à l'égard des changements climatiques au Canada et aux États-Unis à l'automne 2014. Elle accorde une importance particulière aux divergences provinciales dans l'opinion publique canadienne, mettant en évidence les résultats obtenus au Québec et en Alberta, dont les opinions se situent aux antipodes sur l'enjeu des changements climatiques. Nos sondages portaient sur les perceptions de la réalité du réchauffement climatique global et de ses origines humaines, sur les politiques mises de l'avant pour contrer ce phénomène (dont les systèmes de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre (SPEDE) et la taxe sur le carbone) et sur les projets d'oléoducs « Énergie Est » et « Keystone XL ». L'opinion canadienne est dans l'ensemble plus réceptive à la thèse du réchauffement climatique d'origine humaine et appuie plus fortement les politiques de lutte aux émissions de gaz à effet de serre que l'opinion américaine. Il y a cependant de grandes variations entre les régions du Canada. Notamment, l'opinion québécoise est nettement plus réceptive à la lutte aux changements climatiques que la moyenne canadienne et l'opinion albertaine se compare à ce qu'on observe aux États-Unis. À ces différences régionales s'ajoutent des différences entre partis politiques. Les électeurs qui appuient des partis à gauche de l'échiquier politique ont des attitudes plus favorables à la lutte aux changements climatiques.

l'appui à la taxe sur le carbone et l'acceptation du consensus scientifique sur l'existence du réchauffement climatique causé par l'activité humaine.

Si ces résultats peuvent servir de piste pour l'élaboration et la promotion des politiques de réduction de gaz à effet de serre au Canada, il est essentiel de considérer l'importance des clivages entre les provinces et les allégeances politiques, afin de prévenir une généralisation hâtive de l'opinion publique canadienne. De plus, il ne faut pas oublier que l'opinion publique varie fortement en

fonction des contextes à travers le temps²², ce qui rappelle la nécessité de poursuivre un effort intellectuel et pratique continu dans la recherche comparative sur l'opinion publique à l'égard des changements climatiques.

Note méthodologique

Les questionnaires ont été conçus par Chris Borick (Muhlenberg College), Erick Lachapelle (Université de Montréal) et Barry Rabe (University of Michigan).

Aux États-Unis, le sondage 2014 a été administré à un échantillon probabiliste de 942 Américains âgés de 18 ans et plus. Tous les entretiens ont été effectués en langue anglaise entre le 6 octobre et le 6 novembre 2014. Les répondants ont été rejoints sur leur téléphone fixe (519 entrevues complétées) ou sur leur téléphone portable (423 entrevues complétées). La marge d'erreur pour un échantillon de cette taille est de plus ou moins 2,6 %, 19 fois sur 20. Le taux de réponse AAPOR RR3 est de 15 %. Les données ont été pondérées pour l'âge, l'éducation, le genre, et le revenu, en utilisant les estimations tirées du dernier recensement de la population américaine.²³

Au Canada, le sondage 2014 a été administré à un échantillon probabiliste de 1,401 Canadiens âgés de 18 ans et plus. Tous les entretiens ont été effectués en langue anglaise ou française. Une fois de plus, les répondants ont été rejoints sur leur téléphone fixe (1152 entrevues complétées) ou leur téléphone portable (249 entrevues complétées). Les appels ont été effectués entre le 6 octobre et le 27 octobre 2014. Le taux de réponse AAPOR RR3 est de 8,4 % et la marge d'erreur est de 2,6 %, 19 fois sur 20. Il est à

noter que les marges d'erreur des échantillons régionaux varient en fonction de leurs tailles respectives. Les données canadiennes sont pondérées pour l'âge, le genre, la langue et la région de résidence, afin de refléter les derniers estimés démographiques offerts par Statistique Canada.²⁴

Dans ce rapport, les pourcentages calculés sont arrondis au 0.5 près. Il est donc possible que la somme des valeurs présentées dans un tableau ne soit pas exactement égale à 100 %.

²² Brulle, R. J., Carmichael, J., & Jenkins, J. C. (2012). Shifting public opinion on climate change: An empirical assessment of factors influencing concern over climate change in the U.S., 2002-2010. *Climatic Change*, 114(2), 169-88. <http://dx.doi.org/10.1007/s10584-012-0403-y>; Borick, C., & Rabe, B. G. (2013). The Fall 2012 NSEE findings report for belief-related questions. *Issues in Energy and Environmental Policy*, 2, 1-9.

²³ The United States Census Bureau, (2012). Profile of General Population and Housing Characteristics: 2010. American Factfinder, http://factfinder2.census.gov/faces/tableservices/jsf/pa ges/productview.xhtml?pid=DEC_10_DP_DPDP1

²⁴ Statistics Canada. (2012). 2011 Census release topics and date. Ottawa: Statistics Canada. <http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2011/rt-td/index-eng.cfm>